

■ Après une vie dans la banque mutualiste, Yves Perrin se consacre à l'Économie sociale et solidaire (ESS) et à la mutualité santé. Il occupe désormais un poste qui lui permet de donner corps à toutes ses convictions.

YVES PERRIN

Président de la Mutualité Française
Auvergne-Rhône-Alpes

Le mutualisme pluriel

Mais qu'est-ce qui a poussé Yves Perrin à s'engager comme délégué de sa mutuelle (Présence, devenue Eovi) il y a vingt ans, à en devenir administrateur en 2010, puis à la représenter au sein de Mutex et maintenant d'Aésio ? Qu'est-ce qui l'a motivé pour intégrer le conseil d'administration de la Mutualité Française Loire et Haute-Loire en 2010 et, le 13 décembre dernier, à devenir le premier président de la nouvelle entité régionale de la Mutualité française Auvergne-Rhône-Alpes ? Réponse : le caractère « non lucratif » de cette activité. Pour « cet esprit d'économie sociale et solidaire créatrice d'emplois non délocalisables, ce fonctionnement démocratique où 1 homme = 1 voix » explique-t-il. « En somme, tous les fondements du mutualisme que j'ai côtoyé dans mon activité professionnelle ». En effet, Yves Perrin aura connu le mutualisme dans la protection sociale, mais également dans la banque puisque, après un Master en économie et un diplôme de Sciences politique obtenu en 1976, il réalise l'essentiel de sa carrière au sein des banques mutualistes, et notamment au Crédit mutuel. « De 1977 à 2000, j'ai

approché tous les métiers de la banque, de la direction d'agence au prêt, en passant par le secrétariat général ».

L'âme associative

En 2000, le Stéphanois quitte ce milieu et fonde, avec des associés lyonnais, un cabinet de conseil financier et fiscal qu'il quitte en 2016 pour se concentrer sur ses mandats au sein de l'ESS. Car ces missions-là commencent à être nombreuses. Dernièrement, il est devenu président de l'association ligérienne d'aide à domicile AIMV. « Je retrouve ici les mêmes valeurs que dans le mutualisme. C'est, par ailleurs, un secteur chahuté qu'il faut défendre, car il a une utilité grandissante au regard des problématiques de l'autonomie des personnes âgées et de leur accès au soin ». Parallèlement, il a pris des responsabilités au sein de l'union mutualiste du groupe Aésio (Adréa, Apréva et Eovi), notamment sur le volet prévoyance. Et bien sûr, il est devenu président de la Mutualité Française Auvergne-Rhône-Alpes (4,2 millions de personnes protégées par 227 mutuelles, 450 établissements mutualistes). Son job ? Appliquer



CREDIT PHOTO

SON PARCOURS

■ **Son âge**
65 ans

■ **Ses fonctions**
Président de la Mutualité Française Auvergne-Rhône-Alpes.
Administrateur Eovi, Mutex et Aésio, Mutualité Loire et Haute-Loire.

■ **Sa formation**
Master d'économie à Saint-Etienne et Sciences Po Paris

la politique nationale sur le terrain tout en menant des actions de promotion et de prévention santé. En 2016, quelque 1 000 initiatives ont été menées dans ce cadre en Rhône-Alpes !

L'avenir du modèle en péril ?

Mais ce qui occupe en ce moment Yves Perrin, c'est la promotion d'un site internet éphémère lancé en national (www.placedelasanté.fr), qui permet à chacun de prendre connaissance des propositions des candidats à la présidentielle au sujet de la santé et de s'exprimer. Une synthèse sera ensuite transmise aux candidats. « C'est important, car il existe un risque sur l'avenir de notre modèle. La position de la Mutualité est claire. D'une part, il faut une Sécurité sociale forte car les mutuelles ne peuvent tout assumer. D'autre part, en matière de soins de ville, pour lesquels ce sont les mutuelles qui remboursent le

plus, nous devons avoir notre mot à dire. » La période des vœux est l'occasion de rencontrer les parlementaires proches des candidats... Et de faire passer des messages. Sur la protection du modèle, mais aussi sur son amélioration. « Pour assurer un accès aux soins équitables, il faut couvrir les » zones blanches », c'est-à-dire la protection des jeunes, des précaires, des personnes âgées... » insiste Yves Perrin. « À nous de le faire comprendre, d'expliquer qu'il faut éviter de segmenter l'accès au soin et de fractionner la solidarité », conclut le nouvel élu, présent entièrement voué au mutualisme.

■ ALBAN RAZIA